

POUR LE PEUPLE SYRIEN

Intervention de Pierre Laurent

Sénat sur la Syrie – 4 septembre 2013 - extraits

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Mes cher(e)s collègues,

Face à la tragédie dans laquelle s'enfonce la Syrie, au martyr subi par son peuple, la France est aujourd'hui devant une alternative cruciale : soit préparer la guerre en soutenant les visées de l'administration américaine en Syrie et au Proche-Orient, soit définir un rôle propre, indépendant et positif, contre les illusions de la force et les dangers de l'intervention militaire, pour une solution négociée garantissant l'arrêt des massacres et une transition vers la démocratie. Ce choix mérite et appelle un vote du Parlement, ainsi que je l'ai demandé au président de la République dès le 27 août.

Quelque deux Français sur trois se déclarent aujourd'hui opposés à une intervention militaire. En Europe et aux États-Unis, des constats semblables témoignent aussi d'interrogations, de réticences et d'hostilités massives à la guerre. Le choix de la guerre ne peut être le choix d'un seul homme.

La crise syrienne est devenue une terrible guerre civile, déclenchée, il y a plus de deux ans maintenant, par la répression brutale et sauvage du régime de Bachar El Assad contre son peuple

Le bilan de cette crise est épouvantable : plus de 100 000 morts ; plusieurs millions de réfugiés et déplacés, des villes en dévastation et un patrimoine culturel anéanti ; une société pulvérisée par la violence des affrontements, par les divisions politiques et confessionnelles, par les atrocités de groupes salafistes, pour l'essentiel des corps étrangers

à une société syrienne profondément laïque, et armés par des puissances régionales dont certaines font, paraît-il, partie de nos alliés...

Cette guerre civile a été amplifiée par l'internationalisation et l'ingérence militaire croissante des puissances régionales et internationales dans le conflit. La France n'a malheureusement pas été en reste. Le drame syrien est aussi une crise géopolitique internationale, dans une région, celle du Proche-Orient, où tous les conflits s'entremêlent. Dans un tel contexte, ce qui est attendu de la France c'est la capacité à proposer une perspective, une solution, un mode de règlement politique. Or, ce qui se prépare, ce que vous nous invitez à soutenir, c'est l'inverse : une intervention militaire dont les risques sont énormes et qui, on le sait, ne résoudra rien. La France ne doit pas s'y engager.

**QUELLE
CONNERIE
LA GUERRE**

Jacques Prévert

Or, quel est le sens de l'entreprise de guerre que vous envisagez ? « Punir » le régime de Bachar Al Assad ? Le « punir », dites-vous, pour empêcher que se renouvelle l'usage des armes chimiques. Quelle est la pertinence de ce choix, son efficacité réelle ? Quelles seront ses conséquences, son utilité à faire progresser l'indispensable solution politique dont le Président de la République dit lui-même qu'elle reste la seule véritable issue ?



Est-ce que l'on peut bombarder la Syrie, des objectifs militaires, des infrastructures civiles, comme ça, pour « marquer le coup », juste « pour voir »... Comme au poker ? Sans la légalité du droit international et d'un mandat de l'ONU ? Sans évaluer les risques d'embrassement régional, notamment au Liban où dans les faits il a déjà commencé avec une succession d'attentats, de représailles et de vengeances ? Sans mesurer les conséquences pour les civils syriens, les représailles possibles du régime ?

Face à l'amplification du conflit et l'usage inacceptable des armes la France doit inlassablement travailler à trois objectifs : tout faire pour que cessent les hostilités ; ramener tous les belligérants, syriens et internationaux, autour de la table des négociations ; imposer une solution politique négociée qui garantisse une transition de la Syrie vers la justice et la démocratie exigée par son peuple.

Au contraire, l'escalade guerrière que vous nous proposez tourne le dos à ces trois exigences. Elle rajoutera de la guerre à la guerre et nous éloignera de la solution politique et négociée incontournable. Les autorités françaises mesurent-elles avec suffisamment d'attention et de prudence les expériences désastreuses, que personne ne peut oublier dans le monde, des guerres en Irak, en Afghanistan ou en Libye ? Chaque fois, on a prétendu imposer, par la force, une prétendue solution en prenant -selon la formule consacrée- « toutes les mesures nécessaires ». Mais les gouvernements coalisés dans la guerre n'ont finalement recueilli que la poursuite de la crise, une déstabilisation profonde, voire le chaos.

Alors, oui, il faut arrêter ça ! Il faut arrêter ça pour le peuple syrien. Il faut arrêter ça pour toutes celles et ceux qui, en 2011, avec courage, ont lancé des mobilisations pacifiques contre le régime.-Ce n'est pas par la guerre que l'on peut protéger les peuples et gagner une sécurité humaine.

La France doit d'urgence prendre un autre chemin, définir une vraie vision politique et prendre une forte initiative. Il y a une

alternative ! Nous appelons donc les autorités françaises à proposer dès la réunion du G20 qui se tient demain une réunion au sommet des belligérants et des principales puissances impliquées, les États-Unis et la Russie bien sûr, mais aussi la Turquie et l'Iran notamment, afin de définir les conditions d'un arrêt de l'escalade dans la confrontation militaire, et d'une transition démocratique en Syrie.

La France, Monsieur le Ministre, a mis jusqu'ici son énergie dans l'option militaire, nous vous demandons de l'investir dans une issue politique. Au lieu d'imposer la guerre, il faut, avec détermination, avec vos alliés, avec la Russie, emmener les protagonistes syriens aux conditions d'un règlement politique, avec un calendrier et de vraies décisions qui puissent constituer une réelle avancée dans la voie de la transition démocratique attendue par le peuple syrien. La France se grandirait en agissant ainsi.

La crise géopolitique syrienne sollicite donc, avec insistance, la France et le rôle qui devrait être le sien dans le monde d'aujourd'hui. L'urgence n'est pas de faire la guerre. Elle est de construire un avenir commun pour tous les peuples dans cette région cruciale de la Méditerranée et du Proche-Orient. Saurons-nous, en Syrie et ailleurs, commencer à relever ce formidable défi ? Nous pensons pour notre part que la France, si elle le décide, en a la force.

Voir l'intervention intégrale de Pierre Laurent au Sénat : <http://www.pcf.fr/43590>

